



CTL du 20 novembre 2014

DRFIP 35

Déclaration des élus CGT

Les suppressions d'emplois 2015 ont été annoncées : 2000 pour la DGFIP, 28 pour la DRFIP 35, « pondérées » par une création d'un emploi d'AFIPA. 2 IDIV, 2 inspecteurs, 3 B dont 1 géomètre, 20 C !

Le 18 novembre 2014, tandis que les députés s'apprêtaient à voter le budget de l'Etat et son cortège de diminutions de moyens, de suppressions d'emplois, de destruction de missions, la CGT était dans l'action !

Au niveau fonction publique, en manifestant avec d'autres organisations syndicales devant l'assemblée nationale, elle a fait le choix de refuser les logiques austéritaires à l'œuvre qui aboutissent à l'affaiblissement de l'action publique et de l'Etat.

A la DGFIP, la CGT avait fait le choix d'appeler les collègues à la grève ! Les raisons sont simples : attaques sans précédent sur les missions avec la démarche stratégique, attaques sur l'emploi, attaques sur les droits et garanties, attaques sur le pouvoir d'achat, les qualifications ! Tout cela avec une conséquence simple : la dégradation de nos conditions de vie au travail ! Ainsi, ce sont des milliers d'agents qui étaient dans l'action le 18, des centaines qui ont participé aux différents rassemblements !

A la DRFIP 35, la CGT appelait également à la grève et à un rassemblement devant la Cité. Plus de trente agents grévistes, venus de tout le département, ont rencontré les représentants de la direction locale pour exprimer leur colère face à la situation actuelle des services et aux suppressions d'emplois annoncées. Alors qu'il paraissait légitime que le directeur soit à cette rencontre, en respect pour ses agents en grève, seul le chef du pôle pilotage et ressources était présent. Il a fallu notre insistance pour que successivement les chefs des pôles fiscal et gestion publique le rejoignent pour répondre aux interrogations des agents. La CGT tient à vous exprimer sa colère face à cette attitude. Pour nous, les agents en lutte méritent plus de considération de la part de leur directeur. Aucune réunion extérieure ne justifiait votre absence. Vous avez reproduit ce que nous avons dénoncé le 20 mars, lorsque la déléguée interrégionale était absente le jour de la manifestation unitaire des agents de l'inter-région. Pour la CGT, c'est inacceptable.

Dans cette rencontre, nous avons dénoncé les difficultés et les reculs vécus quotidiennement par les agents du fait des réformes successives, du recul des moyens et des suppressions d'emplois. Les collègues présents l'ont illustré à partir de leur vécu. Nous avons posé des questions précises sur les suites du diagnostic du réseau pour notre direction.

- Quelles évolutions, quelles fusions, quelles restructurations ?
- Quelle mise en œuvre des nouveaux projets du gouvernement : Maisons de l'État, Maisons des services au public ?
- Quel effet pour le réseau gestion publique de la loi de modernisation de la vie des entreprises qui prévoit dans son article 25 la possibilité de transfert de compétences vers le privé du recouvrement de produits locaux ?

- Quel effet pour nos postes de la réforme territoriale ? de la loi “Hôpitaux Patients Santé et Territoires” ?
- Quelles suites à l'expérimentation des centres de contact ? à la lecture automatique des déclarations ?
- Quelle mise en œuvre du projet de réduction drastique des horaires d'ouverture de nos guichets au public prévu pour 2015 ? (jusqu'à 16h hebdomadaires)
- Quelle répartition des 28 suppressions d'emplois prévues au budget 2015 pour notre direction ?
- Et surtout comment feront les services pour assurer leurs missions avec moins d'agents alors que certains n'y arrivent déjà plus ? et avec quels effets sur les conditions de travail, sur la souffrance au travail ?

Les agents, avec la CGT, ont exprimé leur dégoût de cette politique de suppressions d'emplois menée par les gouvernements successifs et leur ressenti comme une véritable provocation de la création d'un emploi de cadre supérieur ! Et ils ont raison ! Nous ne faisons en aucun cas d'anti-cadre sup primaire, mais vous aurez du mal à justifier qu'il soit plus urgent de créer un emploi d'AFIPA que de maintenir les emplois d'exécution qui manquent si cruellement dans les postes et services. Oui, cette répartition des emplois 2015 est réellement l'expression d'un profond mépris pour les agents !

Pour la CGT, la direction locale doit refuser d'être complice de cette provocation. Elle doit s'y opposer, avec ses agents, en réclamant le gel des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires au fonctionnement des services dans de bonnes conditions de travail pour les salariés et de service public pour les usagers.

Revenons à notre rencontre du 18 novembre. Si les questions que nous avons posées étaient nombreuses, variées et précises, force est de constater que les réponses ont été bien lapidaires et évasives. Les grévistes présents en sont ressortis avec l'impression d'un refus systématique de répondre à leurs inquiétudes et leurs revendications. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de « *nous n'avons pas de retour de la direction générale* » et de « *nous n'avons pas l'autorisation de communiquer sur ce sujet* ». Les projets de réforme sont trop graves en terme de service public, les conditions de travail sont trop dégradées : vous devez nous dire quelles sont les évolutions qui attendent les services et les agents de votre direction !

De même, les grévistes ont pu constater le cynisme de la direction vis-à-vis de ses salariés les plus précaires : les personnels de nettoyage. Cette question est d'ailleurs inscrite à l'ordre du jour de notre CTL. Nous rappelons au passage notre exigence d'un vote sur ce point. Les agents n'acceptent pas que les femmes de ménage en CDD soient renvoyées à la fin de l'année à Pôle Emploi, pour les remplacer par ONET, une société privée aux méthodes de gestion des ressources humaines d'un autre âge ! Pour la CGT, toutes les missions exercées dans nos locaux, y compris le ménage et l'entretien, doivent l'être par des salariés de notre administration. La CGT a bien compris que la direction générale veut se débarrasser de tout ce qui n'est pas le cœur de métier, pour supprimer des emplois et faire des économies. Nous rejetons cette politique et nous refusons que notre direction se rende complice de la souffrance au travail que connaissent les salariés d'ONET dans nos locaux !

Ajoutons à tout ceci :

- pour l'ensemble des personnels de la fonction publique, le gel du point d'indice depuis 2010 et jusqu'à 2017,
- la baisse des promotions, qui se traduit dans les résultats faméliques et en nette régression des CAP locales tenues la semaine dernière,

- une réforme de soi-disant harmonisation indemnitaire à la DGFIP qui génère de nombreuses pertes et frustrations (adjoints, évaluateurs, chefs de contrôle, IFDD transformées en ACF et rendues imposables, opposition primes de caisse et accueil, pertes de quelques euros non compensée pour de très nombreux agents...),
- un projet famélique de mouvement de mutation pour mars 2015, très loin de combler les besoins d'emplois et de régler les situations sociales et familiales difficiles,
- un recul de l'action sociale (avec notamment la perte de l'emploi de l'infirmière pour l'Ille-et-Vilaine),

... les perspectives sont particulièrement négatives et décourageantes pour les agents !

Toutes ces évolutions s'inscrivent dans le cadre d'une politique générale suicidaire pour l'économie et destructrice de droits pour les salariés et citoyens. Démarche stratégique, modernisation de l'action publique, pacte de responsabilité, toutes ces réformes répondent aux exigences du MEDEF et de la finance, au détriment des intérêts des populations en terme de pouvoir d'achat et de protection sociale.

La CGT ne compte pas rester sans réagir face à la destruction systématique des acquis sociaux, face à l'augmentation de la précarité et du chômage, face au recul des services publics.

Ce 18 novembre, la CGT Finances publiques a pris ses responsabilités en appelant à la grève à la DGFIP. Pour nous, il est important de prendre en considération cette journée comme un point d'appui pour aller vers une action de grève nationale massive et unitaire, tant au niveau DGFIP que Fonction publique et interprofessionnel, pour revendiquer le retrait du Pacte de responsabilité, la défense et l'amélioration du Statut général de la fonction publique, l'augmentation générale des salaires et des pensions, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des fusions-restructurations.

C'est pourquoi la CGT continuera à rechercher l'unité la plus large à partir des revendications des agents de la DGFIP pour construire le rapport de force face à notre direction !